

Résumé analytique

Les objectifs commerciaux occupent une place de premier plan dans les stratégies de développement des pays en développement. Malgré la pandémie de COVID-19, le commerce reste une priorité pour le développement. C'est le message fort qui ressort de l'exercice de suivi et d'évaluation 2022 de l'Aide pour le commerce, mené conjointement avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les pays en développement et leurs partenaires de financement attendent du système commercial multilatéral qu'il fournisse des résultats en matière de développement. Sur les 53 pays en développement qui ont répondu au questionnaire accompagnant l'exercice de suivi et d'évaluation, 50 (94%) incluent des priorités commerciales dans leurs stratégies de développement, y compris 25 pays les moins avancés (PMA) (93%). Les réponses indiquent également que 31 donateurs (86%) intègrent des priorités commerciales dans leurs stratégies de développement.

Pandémie de COVID-19 et changement climatique

La pandémie de COVID-19 a entraîné un réajustement des priorités concernant l'Aide pour le commerce. De nombreuses réponses au questionnaire des pays en développement et des donateurs font référence aux stratégies élaborées spécifiquement pour soutenir la reprise économique après la pandémie. Un peu plus de deux ans après le début de la pandémie, le commerce et l'économie mondiale continuent d'être affectés par celle-ci et par les mesures prises pour limiter sa propagation.

La plupart des réponses des pays en développement au questionnaire indiquent que l'Aide pour le commerce a pris de l'importance du fait des incidences économiques et

commerciales de la pandémie de COVID-19. Plusieurs donateurs notent que l'Aide pour le commerce peut atténuer ces effets et soutenir la reprise économique après la pandémie.

L'impact persistant de la pandémie sur l'économie mondiale est une inflation élevée, des budgets publics soumis à des contraintes et des préoccupations soulevées concernant l'accès aux approvisionnements essentiels, tels que les produits alimentaires. Ces problèmes ont été aggravés par la crise en Ukraine.

La facilitation des échanges est l'élément le plus souvent cité en tant que priorité dans l'Aide pour le commerce par tous les participants à l'exercice de suivi et d'évaluation 2022. C'était aussi un thème important lors de l'événement de l'Aide pour le commerce organisé en mars 2021 pour l'examen des incidences de la pandémie de COVID-19 sur le commerce et le développement dans les pays en développement.

L'événement a souligné l'importance de la facilitation des échanges pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), sur laquelle les répondants ont également insisté dans le contexte de la lutte contre la pandémie de COVID-19. Les perspectives hommes-femmes sont aussi de plus en plus intégrées dans les programmes d'Aide pour le commerce. En particulier, les réponses révèlent l'importance de l'Aide pour le commerce pour mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et aider les MPME à se relever de la pandémie.

La promotion de la diversification des exportations, la compétitivité internationale, le renforcement des capacités de production et la connexion aux chaînes de valeur mondiales font également partie des principales priorités commerciales des pays en développement et des donateurs, en particulier pour les pays en développement sans littoral et les PMA.

Une prise de conscience croissante concernant les risques liés au changement climatique

Les émissions de gaz à effet de serre étant à leur niveau le plus haut de l'histoire de l'humanité, la durabilité environnementale est une priorité de l'Aide pour le commerce, en particulier parmi les donateurs. L'action pour atténuer les effets du changement climatique est le principal objectif. L'Aide pour le commerce a pris une plus grande importance dans le contexte de la confrontation aux effets du réchauffement de la planète et du changement climatique, ont souligné certains participants. Plusieurs donateurs soulignent aussi le potentiel que représente l'Aide pour le commerce pour réduire la fragmentation de l'aide.

Des réductions immédiates et importantes des émissions sont nécessaires pour limiter le réchauffement de la planète et contenir les hausses de température à moins de 2 °C. Cette urgence est reflétée dans les réponses au questionnaire.

Les stratégies de développement et de commerce des pays en développement se réfèrent de plus en plus à l'environnement. Toutefois, la transition vers une croissance écologiquement durable (verte) en est encore à ses débuts. Les objectifs sont souvent présentés de manière générale, avec peu d'objectifs à l'aune desquels mesurer les progrès.

Les difficultés rencontrées dans l'établissement des objectifs de durabilité et le manque de connaissances approfondies quant aux effets attendus du changement climatique sur le commerce font partie des éléments cités comme freinant les progrès. Avec l'accès limité au financement, ces facteurs empêchent une intégration plus poussée des objectifs environnementaux dans les stratégies de commerce et de développement.

Les gouvernements ont pris des engagements de politique générale pendant la période précédant la vingt-sixième Conférence des

Nations Unies sur les changements climatiques (novembre 2021) pour aligner l'aide publique au développement sur l'Accord de Paris sur le changement climatique. Les donateurs et les partenaires Sud-Sud se sont engagés à appuyer la transition vers une économie sobre en carbone en accroissant le financement destiné à l'atténuation des effets du changement climatique – financement qui, actuellement, ne satisfait pas aux niveaux annoncés.

La déclaration de l'OCDE concernant l'alignement de la coopération pour le développement sur les objectifs de l'Accord de Paris peut contribuer à mobiliser des ressources additionnelles pour aider les pays en développement à effectuer leur transition vers des énergies propres et durables. Étant donné le rôle que le commerce joue dans le transfert de technologie, de compétences et de savoir-faire, l'intégration d'une perspective commerciale dans ces programmes de financement est un domaine dans lequel l'Initiative Aide pour le commerce peut ajouter de la valeur.

Le dialogue entre le secteur public et le secteur privé pour aider à financer la transition vers une économie sobre en carbone s'intensifie. Il s'agit d'un domaine dans lequel l'Aide pour le commerce peut jouer un rôle de catalyseur en aidant à mobiliser des financements pour les infrastructures vertes du côté de l'offre et en aidant le secteur privé à tirer parti des possibilités offertes par l'économie sobre en carbone.

Une tendance est perceptible, allant vers un examen plus approfondi de la « qualité » du développement, qui est favorisée, et de la durabilité des chaînes d'approvisionnement. Des efforts concertés sont également déployés par les pays en développement et leurs partenaires de financement pour intégrer les objectifs relatifs à l'autonomisation économique des femmes dans les programmes de financement liés au climat.

La connectivité numérique est apparue comme un facteur de résilience économique

La connectivité numérique est apparue rapidement comme un facteur important de

résilience économique pendant la pandémie de COVID-19, étant donné que les mesures de confinement limitaient les contacts entre les personnes. La pandémie a accéléré la croissance du commerce électronique dans les pays à tous les stades de développement, produisant une dynamique de connectivité liée à la COVID-19 dans les pays en développement et les PMA. Les réponses des PMA citent l'administration publique en ligne comme un moteur de l'économie numérique.

Toutefois, la croissance rapide de la demande concernant la connectivité et les services numériques a révélé des lacunes, par exemple dans l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC), les cadres réglementaires, le caractère abordable des connexions et les compétences numériques. Ces facteurs signifient que la fracture numérique reste importante, tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays, les MPME et les femmes étant particulièrement affectés.

L'infrastructure de base reste l'obstacle majeur pour certains PMA. L'investissement continu nécessaire pour moderniser l'infrastructure des TIC impose une charge budgétaire aux pays en développement. Des améliorations sont nécessaires en ce qui concerne la qualité et le champ des cadres réglementaires pour le commerce électronique, et il faut remédier aux lacunes dans les compétences en matière de TIC.

Les TIC jouent un rôle essentiel dans l'accélération de la connectivité numérique et la facilitation du commerce électronique, ce qui peut aider à répondre aux préoccupations mondiales les plus urgentes en ce qui concerne le climat et l'environnement. Par ailleurs, l'amélioration de la connectivité numérique est fondamentale pour concrétiser la promesse des TIC pour le commerce et le développement.

Même si la connectivité numérique est largement reconnue comme étant un moteur pour l'autonomisation économique des femmes, plus de 70% des répondants au questionnaire soulignent que les femmes rencontrent des

difficultés particulières pour accéder aux technologies numériques.

La connectivité numérique et le commerce électronique sont des domaines dans lesquels les partenariats public-privé prospèrent. Il y a encore beaucoup de possibilités d'accroître le financement au titre de l'Aide pour le commerce dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne les donateurs bilatéraux et les partenaires Sud-Sud. Le commerce peut contribuer à combler les écarts et à réduire le coût de l'accès aux services et aux biens liés aux TIC.

Des grossistes
d'échalotes sur le
marché de Bandiagara
(Mali).



Intégrer l'autonomisation économique des femmes dans l'Aide pour le commerce

Les données issues du questionnaire montrent en quoi l'Aide pour le commerce favorise l'autonomisation économique des femmes, à quel point les donateurs et les pays partenaires sont alignés dans leur soutien à la prise en compte des questions de genre dans les priorités en matière d'Aide pour le commerce, et en quoi l'Aide pour le commerce peut être un moyen important de mobiliser des fonds pour favoriser l'autonomisation économique des femmes.

La grande majorité des pays en développement (92%) et des donateurs (90%) font figurer l'autonomisation économique des femmes parmi leurs priorités dans les stratégies de développement. Les pays intègrent les questions de genre dans un large éventail d'instruments et de politiques, à commencer par leurs stratégies de développement globales. En particulier, ils élaborent des instruments spécialisés qui tiennent compte des perspectives hommes-femmes dans un champ d'action spécifique. Toutefois, intégrer les questions de genre dans la politique commerciale reste un défi d'actualité pour la plupart des pays.

Les programmes d'Aide pour le commerce liés au genre qui sont spécifiques et ciblés mettent le plus souvent l'accent sur les femmes entrepreneurs et les agricultrices. En revanche, l'accent est moins mis sur le secteur des services – alors que c'est le secteur dans lequel la plupart des femmes travaillent. Le secteur du tourisme est une exception et est au centre des programmes d'Aide pour le commerce. L'exercice de suivi et d'évaluation a mis en avant, pour la première fois, que la prévention de la violence à l'égard des femmes était un objectif clé de certains programmes d'Aide pour le commerce.

Les entrepreneurs et propriétaires d'entreprises qui sont des femmes ont tendance à avoir des réseaux professionnels moins étendus que leurs homologues masculins. Les programmes d'Aide pour le commerce qui fournissent des réseaux et des plate-formes numériques et qui offrent également des cours sur les outils numériques peuvent contribuer à réduire l'écart.

Les programmes d'Aide pour le commerce ciblant des femmes portent notamment sur la facilitation des échanges, l'accès au financement du commerce, le travail en réseaux et les plate-formes numériques, l'adaptation au changement climatique, la prévention de la violence fondée sur le genre, la promotion du commerce et la préparation à l'exportation. La facilitation des échanges grâce à une meilleure infrastructure et à des procédures simplifiées peut aider tout le monde à faire du commerce, y compris les femmes chefs d'entreprise et les dirigeantes.

Recueillir des données sur le commerce ventilées par sexe est indispensable pour soutenir l'élaboration de politiques commerciales tenant compte de la problématique hommes-femmes et promouvoir les femmes dans le commerce. Toutefois, cela reste un défi pour la plupart des pays, tout comme la réalisation d'évaluations de l'impact des programmes d'Aide pour le commerce sur l'égalité hommes-femmes. Toutefois, plusieurs pays s'efforcent d'améliorer cela.